

L'ÉTENDARD

DES DROITS DU PEUPLE

Bureaux du Journal : rue Croix-des-Petits-Champs, 33, au fond de la cour

Paris, le 12 mars.

PEUPLE DE FRÈRES !

Dix-huit années se sont écoulées depuis le jour où le Pouvoir et le Peuple descendirent dans l'arène pour se disputer, l'un l'absolutisme du droit divin, l'autre les dernières prérogatives des droits de l'homme ; et le peuple resta vainqueur parce qu'il combattait pour sa liberté. Mais quand il eut renversé d'un seul et puissant effort le joug de ses oppresseurs, il se reposa.

Fatal repos !

Une monarchie nouvelle s'éleva sur les débris d'un trône vermoulu, et le peuple qui avait fait la révolution par lui-même se réveilla sous un maître nouveau. Les courtisans du pouvoir avaient déjà pris la place des vainqueurs.

Et le peuple qui avait tant souffert et si vaillamment combattu, retourna dans ses foyers, sans avoir rien obtenu pour les franchises de ses libertés, ni l'organisation de son travail.

Après ces dix-huit années de dure expiation, une fille, fille de quatre-vingt neuf, — mais adoucie par les enseignements de la civilisation, — nous est née. Notre République, pure de tout excès, jeune, belle et forte, s'est établie sur les ruines d'un passé despotique, et désormais le peuple pourra croire à sa souveraineté.

Et nous qui avons foi dans l'avenir de notre République et dans l'amour de nos frères, nous avons levé l'*Étendard des droits du Peuple*, pour qu'aux jours d'alarme, — s'il en pouvait naître encore, quand toute la France est de garde, — cet *Étendard* serve à tous de point de ralliement.

Frères, qui avez travaillé comme nous pour des maîtres ingrats et parjures, qui avez combattu comme nous, et comme nous souffert pour la Liberté, répondez à notre appel. Prêtez-nous l'appui de votre patriotisme, comme nous vous faisons l'offrande de notre dévouement, et, réunissant nos communs efforts vers le même but, le maintien de nos droits et l'exercice de notre liberté, nous vivrons tous comme les enfants de la même famille.

Et nous inscrirons sur notre drapeau : *Travail et Liberté !*

Actes officiels du gouvernement provisoire.

Commission du gouvernement pour les travailleurs.

Considérant que les ouvriers des différentes professions ont nommé des délégués pour soutenir leurs intérêts ;

Qu'il est juste qu'à leur tour les délégués des patrons ou chefs d'industries soient convoqués ;

Considérant que le rapprochement des conditions et un loyal examen des droits, des devoirs de chacun, amèneront naturellement, par le fraternel accord des volontés, les solutions les plus désirables, parce qu'au fond tous les intérêts sont solidaires ;

Les président et vice-président de la Commission du gouvernement pour les travailleurs font savoir que la réunion des délégués choisis pour les patrons ou chefs d'industrie, au nombre de trois par chaque profession, aura lieu vendredi prochain, 17 mars, à midi, au palais du Luxembourg.

En conséquence, les délégués des chefs d'industrie sont invités à justifier de leurs pouvoirs avant le jour de la convocation.

Le 11 mars 1848,

M. Étienne Arago vient d'adresser à MM. les directeurs, inspecteurs, sous-inspecteurs, distributeurs et employés des postes, la circulaire suivante :

« L'administration est informée, monsieur, que les journaux et ouvrages périodiques confiés à la poste ne sont point traités par les agents chargés de leur expédition ou de leur distribution avec le soin et le secret que ce service réclame. Pour lire ces journaux ou en procurer la lecture, il arrive qu'on enlève quelquefois les bandes qui les recouvrent. Il résulte de cet abus que ces journaux sont remis en circulation et parviennent aux destinataires froissés, salis ou déchirés, ce qui est grave surtout pour les ouvrages périodiques illustrés et contenant des gravures.

» Il importe que ces abus disparaissent. Il faut que les agents des postes sachent et retiennent que l'enlèvement des bandes qui recouvrent un journal ou un imprimé quelconque, même dans le seul but de satisfaire la curiosité, ne diffère pas de la violation du cachet d'une lettre, et que le premier de ces actes peut conduire à l'autre. Quand bien même la lecture des journaux, par un tel moyen, n'entraînerait ni retard ni aucun des in-

convénients qui sont signalés, cela ne serait pas moins un acte immoral et repréhensible.

» Vous devez, monsieur, par vos recommandations journalières, faire pénétrer ces idées dans l'esprit des agents placés sous vos ordres ou sous votre surveillance. Vous les préviendrez que l'Administration est bien déterminée à user de la plus grande sévérité envers ceux qui, malgré ses défenses formelles, se permettraient à l'avenir d'enlever les bandes des journaux et ouvrages périodiques, dans quelque but que ce soit. »

ETIENNE ARAGO.

La duchesse d'Orléans est arrivée le 3 mars à Berlin.

ÉVASION DE TESTE.

Le commissaire du Gouvernement près le Tribunal de la Seine, M. Landrin, averti ce matin par une lettre de M. le procureur-général Portalis, qui lui-même, a reçu hier les instructions du ministère de la justice, a requis immédiatement une information relativement à l'évasion de M. Teste, qui paraît n'être sorti de la Conciergerie que par le résultat d'une usurpation de fonctions imputée à une personne qui a temporairement occupé de hautes fonctions au ministère de l'intérieur. M. Proux-Franklin, juge du Tribunal, est chargé de faire l'instruction relative à ces faits.

M. le commissaire du Gouvernement s'est concerté avec le délégué du Gouvernement au département de la police, et par suite des mesures qui ont été prises par ce fonctionnaire, M. Teste a été, à une heure après midi, réintégré à la prison de la Conciergerie.

PRIX DU PAIN.

Le prix du pain baissera de 1 centime par kilogramme le 16 mars. Il sera taxé à 51 centimes.

Nouvelles étrangères.

ANGLETERRE. — Les démonstrations charitistes se multiplient en Angleterre ; la tranquillité est loin d'être rétablie à Manchester, où les autorités municipales se tiennent en permanence, à tout événement ; un nouveau meeting est annoncé pour le lundi 13, et l'autorité paraît s'être arrêtée à la résolution de l'empêcher. A Hull et à Leith, il y a eu des manifestations assez sérieuses.

A Dublin, une explosion se prépare, et le gouvernement prend des mesures militaires pour

s'opposer à la démonstration préparée pour le 17, en témoignage de sympathie pour la Révolution française.

— *L'Express* apprécie en ces termes les causes de la chute de Louis-Philippe :

« Malheureusement pour Louis-Philippe, toute son activité intellectuelle se portant sur Madrid et sur Vienne, il ne songeait qu'aux monarques et aux ténarques; tandis que, s'il eût été sage, il aurait passé en revue et contenté ses gardes nationaux. Il donnait des banquets à la diplomatie, des décorations aux ministres étrangers, des titres à ses courtisans et des bâtons à ses généraux. Il eût mieux fait de donner son attention aux boutiquiers de la rue Saint-Denis et à la population manufacturière du faubourg Saint-Marceau. Louis-Philippe avait tellement obscurci l'horizon par une foule de courtisans en cordons rouges, qu'il ne voyait plus la populace et les pavés; les pavés qui l'avaient aidé à monter au trône se sont relevés pour l'en faire descendre. Cause de la perte de Louis-Philippe: l'absence du bon sens et de la prudence ordinaire. Comme homme, il possédait ces qualités; comme roi, il les a méconnues. »

ALLEMAGNE. — Le bruit de la retraite de M. de Metternich s'accrédite de plus en plus. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est le motif auquel on attribue sa démission: M. de Metternich aurait reconnu que le temps des réformes était arrivé. Il aurait demandé, dans le conseil impérial, de larges concessions pour la Lombardie, et d'autres concessions pour les Etats héréditaires de l'Autriche. Ses avis n'ayant pas été partagés par l'empereur, ni par les autres membres du conseil, il se serait retiré.

ITALIE. — *Bombardement de Messine.* — Une lettre de Messine, du 27 février, donne des détails sur l'attaque de la citadelle et sur le nouveau bombardement que la ville a eu à essuyer. Le célèbre Palermitain, Antonio Miloro dirigeait le siège des Messinois contre la citadelle. Le feu a commencé le 21 et a continué terrible jusqu'au 24 sans interruption. Les Messinois ont emporté de vive force tous les postes avancés, le fort de Porte-Real-Basso avec 240 prisonniers, l'arsenal, le plan de Terre-Neuve, et d'autres postes importants. Le 25, le général Pronio demanda un jour de trêve, faisant espérer aux Messinois que le roi allait tout accorder; c'était encore une trahison, car, le 26, la citadelle ayant remis ses pièces debout, recommença le bombardement de plus belle. Le matin du 27, le roi et son ministère libéral ont envoyé une nouvelle expédition de troupes.

Une autre lettre annonce la prise d'assaut de la citadelle par les héroïques Messinois.

Le nouveau bombardement de Messine restera comme un exemple mémorable de la valeur des chartes octroyées. Et maintenant, qu'on nous dise si ce roi de Naples ne mériterait pas d'être pendu au haut d'une vergue, comme un forban.

PIÉMONT. — Les ministres ont donné en masse leur démission à la suite d'une manifestation populaire faite contre eux à Gènes. Le roi Charles

Albert a chargé le comte Césaro Balbo et le marquis Pareto de composer un cabinet.

BELGIQUE. — Les villes de la frontière belge, Tournai, Courtray, Muzin, sont en état de défense; leurs garnisons sont augmentées; les réserves rejoignent les différents corps.

Le roi des Belges continue à armer. Il rappelle les soldats des cinq dernières classes, et les dirige sur la frontière. Cependant les relations de confiance, un moment interrompues entre les administrations des chemins de fer belge et français, sont entièrement rétablies. On délivre en Belgique, des coupons jusqu'à Paris.

Faits divers.

— Le Gouvernement provisoire décrète qu'on délivra gratuitement aux citoyens les extraits de naissance qui seraient nécessaires pour établir l'âge des électeurs et pour l'exercice du droit électoral; ces extraits ne pouvant servir que pour cet objet, resteront déposés à la mairie de la commune, et seront marqués d'un cachet portant ces mots: *Élection de l'Assemblée Nationale.*

— Par suite de diverses décisions successivement rendues par le ministre de la guerre, les officiers généraux, supérieurs et autres, qui avaient été attachés à la famille de l'ex-roi comme aides-de-camp ou officiers d'ordonnance, doivent être écartés des cadres d'activité de l'armée.

— Le cadre de l'état-major général de la garde nationale mobile vient d'être rempli. Le général Duvivier est nommé commandant supérieur; le citoyen Bracquelay, chef d'escadron, chef d'état-major; et les citoyens Loverdo, Reille, Montigny et de Bar, capitaines, sont attachés à l'état-major. Le sous-intendant militaire Villemain est chargé de la surveillance administrative des vingt-quatre bataillons.

— Aujourd'hui, à midi, les citoyens de la république fédérale de Suisse, résident à Paris, se sont réunis, le brassard fédéral au bras, rue de Tivoli, et se sont rendus vers une heure à l'Hôtel-de-Ville porter au gouvernement provisoire l'expression de leurs fraternelles et vives sympathies pour notre République.

— Un relevé de l'armement des gardes nationales et des troupes de ligne, ainsi que des réserves existant dans les arsenaux, fait le 1^{er} janvier dernier, constate que le total des armes à feu que possède la France s'élève à 2,710,165. — Dans ce chiffre ne sont pas comprises, bien entendu, les armes que possèdent les particuliers.

— La maison Ch. Laffitte, Blount et comp. nous prie d'annoncer qu'elle est forcée, vu les circonstances, de suspendre ses paiements.

« L'état de nos affaires ne présente d'ailleurs, dit la circulaire de cette maison, rien qui doive vous alarmer. La réalisation de nos ressources n'est que momentanément interrompue, et nous n'avons besoin que d'un délai pour remplir tous nos engagements. »

» La réunion de nos créanciers aura lieu incessamment, à notre siège social, rue Basse-du-Rem-

part, 48 bis; elle aura à examiner les mesures que nous leur proposerons pour parvenir à notre prompt et entière libération. »

— Le gouvernement provisoire a pris, sous la date du 10 mars courant, l'arrêté suivant :

« Il sera formé immédiatement une légion polonaise qui sera sous les ordres du ministre de la guerre. »

— Le palais de l'ancienne chambre des députés reste affecté à l'Assemblée nationale. La salle des séances étant trop étroite pour contenir le nombre des représentants du pays, porté à neuf cents membres, le ministre des travaux publics vient de donner des ordres pour la construction d'une salle provisoire dans la cour principale de l'édifice. Cette salle sera bâtie en charpente; elle aura la forme d'un carré irrégulier et s'appuiera sur les deux ailes de l'avant-corps de l'édifice. Les bancs seront placés en amphithéâtre, et des tribunes spacieuses pour le public règneront sur trois côtés de la salle.

L'Assemblée se trouvera très commodément établie, ayant à sa disposition la bibliothèque, les archives et les nombreux documents réunis avec tant de soin par les administrations antérieures, et où les représentants du pays trouveront toutes les traditions parlementaires depuis 1789 jusqu'à ce jour.

La salle provisoire sera prête complètement dans la première quinzaine du mois prochain.

— Le 9^e arrondissement de Paris vient de prendre l'initiative des assemblées générales de citoyens. Le comité démocratique de cet arrondissement avait convoqué tous les gardes nationaux de la légion, pour leur soumettre une liste de candidats aux grades supérieurs. Une foule immense s'était rendue à l'appel du comité; la salle Saint-Jean était comble et ne pouvait contenir tous les citoyens qui se présentaient. Les candidats qui ont demandé à faire leur profession de foi ont été entendus. La séance a été pleine de calme et de dignité; commencée à 7 heures sous la présidence du citoyen Thierry, elle s'est terminée à 9 heures, aux cris mille fois répétés de: Vive la République!

— On nous assure que les deux plus grandes administrations de messageries de France viennent de décider qu'elles transporteraient *gratuit* (dans les limites de la République) tous les réfugiés politiques qui retourneront dans leur patrie. Nous ne saurions trop applaudir à cet acte de philanthropie dont l'initiative fait le plus grand honneur aux citoyens qui l'ont proposé.

— Les recettes de la banque de France se sont faites hier d'une manière satisfaisante et très propre à rassurer le commerce. Dans quelques quartiers, notamment dans le quartier des Lombards, tous les effets dont les porteurs de la banque étaient chargés de toucher le montant ont été acquittés à présentation, et ce grand nombre de personnes se pressaient de payer dans les bureaux les effets qui n'avaient pas été soldés au moment où les garçons de recette les avaient présentés.

ures que — Le bureau central des ateliers nationaux a été ouvert hier, et plus de 2,000 ouvriers appartenant au 8^e arrondissement ont été embrigadés, sous les ordres des élèves de l'Ecole centrale des arts et manufactures. Ces jeunes ingénieurs se sont mis à la disposition du gouvernement provisoire pour organiser les ateliers nationaux, et nous avons vu les compagnies qu'ils commandent traverser Paris, se rendant aux chantiers où elles doivent être occupées.

La salle — Nous lisons dans la *Presse* la lettre suivante :

» Monsieur,

» Vous avez été induit en erreur quand vous avez dit que les ouvriers paveurs faisaient grève et demandaient 8 fr. par jour pour repaver les rues.

» Les ouvriers paveurs ne font pas grève, ils ne demandent pas 8 fr. par jour, ils ne sont pas remplacés par des ouvriers maçons.

» Les ouvriers paveurs, que je connais bien et dont j'occupe un grand nombre depuis trente-cinq ans, sont de bons citoyens; ils désirent sans doute une amélioration dans leur sort, mais ils l'attendent de la sollicitude du gouvernement pour les classes laborieuses. Ils se proposent de présenter à la commission des travailleurs leurs besoins et leurs désirs; mais ils sentent aussi qu'ils doivent, par dévouement à la chose publique, ne pas arrêter un seul instant leurs travaux si nécessaires.

» J'ai l'honneur, etc.

» BARON,

» Entrepreneur des 1^{er} et 5^e lots du pavé de Paris.

— Nous appelons la surveillance de la boulangerie sur un abus commis par quelques-uns de ses membres. On nous assure que plusieurs boulangers ne donnent pas le poids de pain exact que l'on a droit d'obtenir pour 10 centimes. Ce poids est de 310 grammes, et le plus souvent ils ne livrent que 250 ou 260 grammes.

— Un officier du 14^e léger, formé en 1815, nous écrit que ce régiment n'a pas encore eu le bonheur d'inscrire une campagne au frontispice de sa matricule.

Il demande, comme une compensation à cet oubli, que le 14^e soit envoyé un des premiers au baptême de feu, si la guerre est déclarée.

Il y aura acclamation dans l'armée pour briguer l'honneur, en cas de guerre, de marcher à la frontière.

— La proclamation suivante, qui a été affichée sur les murs de Nîmes, mériterait d'être reproduite sur ceux de Paris :

« Le commissaire du gouvernement provisoire, » Convaincu que l'amélioration des mœurs doit marcher avec celle des institutions ;

» Convaincu, surtout, qu'un peuple de solliciteurs ne saurait être un peuple véritablement républicain ;

» Convaincu, enfin, que les hommes les plus capables de bien remplir les places sont ceux qui ne les demandent pas,

» A l'honneur de prévenir ses concitoyens qu'il

ne sera donné aucune suite aux demandes d'emplois.

» Nîmes, le 6 mars 1848. »

Aux membres du Gouvernement provisoire

Citoyens,

La république se réveille, elle est debout; mais épuisée par les déprédations des rois et les insatiables vautours de la royauté, elle souffre, il faut voler à son secours... Je viens de toucher le mois de ma demi-solde, je vous l'apporte, malheureux de ne pouvoir offrir davantage. Mais à 64 ans, ayant autrefois déjà subi trois destitutions, je me trouve aujourd'hui encore sous les coups d'une quatrième. Voici les 150 francs, je me réserve pour du pain, cela me suffit; avec du pain et la liberté on est trop heureux.

Vive la République! car la République, c'est le peuple, et le peuple, c'est mon frère.

Pères de la patrie, salut, respect et dévouement.

Signé : BONVALOT

Professeur au lycée Charlemagne

— La cour d'appel (chambre criminelle), sous la présidence de M. Laplagne-Barris, a rendu son arrêt dans l'affaire Léotade. Cet accusé avait demandé, pour cause de suspicion légitime, qu'une cour d'assises autre que celle de la Haute-Garonne en connût. La cour d'appel a rejeté cette demande, et il y a lieu de penser que les débats s'ouvriront à Toulouse, comme il a été annoncé, le 16 du courant.

— Avant-hier matin, vers dix heures, tout le quartier Popincourt était en émoi. Le feu s'était déclaré dans le corps-de-garde de la garde nationale sédentaire et s'était communiqué à la caserne, occupée en ce moment par le 15^e bataillon de la garde mobile. Les bruits les plus absurdes circulaient; on disait que le feu avait été mis par les braves volontaires qui sont casernés en ce lieu. C'était une erreur grossière. Loin d'être les auteurs de ce sinistre, c'est à leur concours actif et dévoué qu'on doit de n'avoir pas à déplorer un sinistre grave. Ces citoyens ont rivalisé d'empressement, sous la conduite du citoyen Montoriel, leur commandant. Les secours bien dirigés ont bientôt éteint le feu. Nous saisissons cette occasion pour rendre justice au 15^e bataillon. D'après des renseignements officiels, nous apprenons qu'il se distingue déjà par la précision avec laquelle les manœuvres sont exécutées.

— On écrit du Conquet (Finistère), le 5 mars :

« A quatre heures, ce matin, un trois-mâts anglais chargé de rhum, de bière et de librairie, s'est perdu à l'entrée de Molène. L'équipage était composé de dix-neuf hommes. Les molénais ont fait tous leurs efforts pour les sauver. Onze ont été noyés. Les huit arrachés à la mort sont plus ou moins blessés. »

— On nous garantit l'authenticité de l'anecdote suivante, qui est passée comme un intermède comique au milieu des graves événements de ces derniers temps.

Le jeudi soir, 24 février, alors que l'édifice

monarchique venait de s'écrouler sous le coup de la tempête révolutionnaire, un M. E..., homme d'un âge mûr, ayant appartenu, dit-on, jadis à une administration civile, et doué d'un caractère assez susceptible d'exaltation, se présente dans la loge d'un des concierges du ministère de la guerre et lui dit : « Eh bien ! que fait-on ici ? — Mais, rien, monsieur, pour le moment, répond le Pipélet officiel. — Connaissez-vous votre nouveau ministre ? — Non, monsieur. — Il est devant vos yeux, reprend l'inconnu, en prenant une pose majestueuse, ouvrez-moi mes bureaux et venez m'installer. »

Le concierge, qui n'avait jamais vu de prise de possession ministérielle opérée de cette sorte et à une pareille heure, concevait des doutes sur la qualité du titre pris par le nouvel arrivant. D'un autre côté, il se disait qu'en temps de révolution il peut se passer des choses très extraordinaires.

Partagé entre la crainte de prêter son concours à un intrus ou de manquer d'obéissance envers un véritable supérieur, il chercha à éviter ces deux écueils en s'excusant de ne pouvoir introduire le visiteur dans les bureaux, sous prétexte qu'il ne s'y trouvait plus un seul employé, et en lui prodiguant d'ailleurs les plus respectueuses politesses.

Sur ces entrefaites, un voisin arriva effaré dans la loge apportant le bruit que le peuple allait se porter sur le fort de Vincennes avec la résolution de le démolir. « Il faut sauver cette précieuse citadelle, s'écria M. E... et y envoyer un général; donnez-moi une plume et du papier que je signe l'ordre et la nomination. Mais, voyons, qui pourrions-nous bien nommer ? » Et M. E... cherchait, parce qu'il ne connaissait pas de généraux, et, sur son invitation, le concierge cherchait aussi.

Le nom du général D... ayant été prononcé par hasard : « Voilà justement l'affaire, reprit M. E... Il signa aussitôt le brevet non sur papier-ministre, mais sur papier-concierge.

Le préposé au cordon qui, en présence de cet acte d'autorité avait senti se dissiper ses doutes, s'empressa de porter le papier dans les bureaux où il fut dûment paraphé et expédié. M. E... fut ainsi ministre de la guerre, dans la loge, jusqu'au lendemain matin que le titulaire nommé par le Gouvernement provisoire fut connu. Alors, comme M. E... avait établi son siège ministériel tout près de la porte, il n'eut qu'un pas à faire pour quitter les grandeurs.

Ce qui n'est pas moins piquant, c'est qu'on assure que le général D..., si étrangement nommé gouverneur de Vincennes, a été maintenu dans ce poste. Il faut croire que le choix s'est trouvé bon, et que cette fois le concierge a tiré le cordon au vrai mérite. (Charivari.)

Variétés.

LES BARRICADES ET LA MONARCHIE.

C'est la quatrième fois que l'on voit, dans notre histoire, la monarchie s'enfuir devant les barricades. On connaît les événements de février 1848

et ceux de juillet 1830. En mai 1588, Henri III ayant introduit des Suisses dans Paris pour en expulser les ligueurs et leur chef, le duc de Guise, qui était entré dans la ville malgré la défense du roi, le peuple, excité par les Seize, barricada les rues avec des chaînes et des tonneaux (4 mai). Il renferma les troupes royales dans ces retranchements et s'apprêtait à massacrer les Suisses, lorsque le duc de Guise parvint à les soustraire à sa fureur. Le lendemain de cette journée, Henri III se sauva à Chartres.

Le 26 août 1648, Mazarin et la régente Anne d'Autriche firent arrêter le président Blancménil et le conseiller Broussel. « Aussitôt on s'émut, dit le cardinal Retz dans ses mémoires, on courut, on cria et l'on ferma les boutiques. » Au Palais-Royal, où logeait la reine-mère, chacun apportait des avis contradictoires. Les uns avouaient que la monarchie était sur le bord du précipice. Les autres traitaient l'émotion populaire de bagatelle, de fumée, et la tournaient en ridicule. Mazarin se montrait persuadé que le péril n'était pas sérieux. « Il y a de la révolte, disait la régente, à imaginer que l'on puisse se révolter. L'autorité du roi y donnera bon ordre. » On assurait que la chaleur du peuple commençait à se ralentir, qu'on ne prenait point les armes, et qu'avec un peu de patience tout irait bien. Ne croirait-on pas, en lisant ces détails, écouter les avis donnés ces jours derniers aux Tuileries, ou bien une des dépêches envoyées aux préfets par M. Duchâtel?

Cependant, la cour ayant fait, le lendemain, avancer des compagnies de gardes suisses, le peuple les chargea et en tua vingt ou trente. « Ce mouvement, dit le cardinal de Retz, fut comme un incendie subit et violent qui se prit du Pont-Neuf à toute la ville. Tout le monde, sans exception, prit les armes. L'on voyait les enfants de cinq et six ans le poignard à la main. Il y eut dans Paris plus de trois cents barricades en moins de deux heures, bordées de drapeaux, et toutes les armes que la ligue avait laissées entières. Je vis entre autres une lance traînée, plutôt que portée, par un petit garçon de huit ans, qui était assurément de l'ancienne guerre des Anglais. »

Le premier président Molé se rendit au Palais-Royal à la tête du parlement, pour redemander les prisonniers. Il représenta à la reine « le jeu que l'on avait fait en toutes occasions de la parole royale ; les illusions honteuses et même puériles par lesquelles on avait éludé mille et mille fois les résolutions les plus utiles et même les plus nécessaires à l'état. » Il ne put rien obtenir. Le parlement dût reprendre, à travers les barricades, le chemin du palais. Mais à l'une d'elles on mit la hallebarde sur le ventre du président Molé, et on l'obligea, sous peine d'être massacré, de retourner au Palais-Royal et d'obtenir la liberté de Broussel.

« Cinq présidents à mortier et plus de vingt conseillers, raconte le cardinal de Retz, se jetèrent dans la foule pour s'échapper. Le 1^{er} président, le plus intrépide homme, à mon sens, qui ait paru dans son siècle, demeura ferme et inébranlable. Il se donna le temps de rallier ce qu'il

put de la compagnie; il conserva toujours la dignité de la magistrature, et dans ses paroles et dans ses démarches; et il revint au Palais-Royal au petit pas, dans le feu des injures, des menaces, des exécutions et des blasphèmes. »

Enfin, la régente se décida à relâcher Broussel. Alors on rompit les barricades, l'on ouvrit les boutiques, et en moins de deux heures, dit le cardinal de Retz, Paris parut plus tranquille que le jour du vendredi saint.

A la suite de ces événements la cour quitta Paris. (Siècle.)

LES ENFANS DE PARIS.

Nous avons inséré plusieurs odes républicaines inspirées par les journées des 22, 23 et 24 février. Aujourd'hui nous empruntons à la *Réforme* la chanson populaire suivante, de M. Savinien Lapointe, sur l'air : *Du cœur à l'ouvrage, braves chiffonniers* :

Frères, quittons les ateliers,
Laissons marteaux, tranchets ou limes;
Mais conservant nos tabliers,
Courons à des travaux sublimes.
Contre nos droits, des tyrans soulevés
De leurs soldats ont fait charger les armes;
La liberté hait les lâches alarmes.
Nous, du bonheur, nous les vils réprouvés,
Au nom des biens pour tous rêvés,
Sachons mourir sur ces pavés.

Un trône sans gloire
S'écroule en débris;
A nous la victoire,
Enfants de Paris!

La tâche peut durer trois jours.
Vite en besogne, prolétaires!
A tous les coins des carrefours
Que l'on s'embusque en volontaires.
Comme les grains à travers les sillons
Répandons-nous, cœurs dévoués et tendres.
L'égalité renaitra de nos cendres.
En vain la mort en brûlans tourbillons
Enveloppe nos bataillons;
Le sang doit sacrer nos haillons.

Un trône sans gloire, etc.

Places, faubourgs et boulevards,
Répondez au tocsin qui sonne;
Que chaque rue ait ses remparts
Qui plus agit le mieux raisonne.
Nos orateurs font triompher la loi,
Et leurs discours, volant de bouche en bouche,
Mettent le feu dans plus d'une cartouche.
L'ordre est donné. La foule sans effroi
Entend le signal du beffroi
Mis en branle par le vieux roi.

Un trône sans gloire, etc.

Le feu s'engage! Entendez-vous?
Puisse-t-il éclairer le monde!
Peuples! chez vous comme chez nous,
Que la fraternité se fonde.
Nous ne croyons qu'aux fraternels exploits.
« Aimez-vous tous, » dit la sainte parole.
De son amour, oui, notre âme raffole :
Chez nous, soldats, artisans et bourgeois,
Dans le palais des anciens rois,
Proclament l'unité des droits.

Un trône sans gloire, etc.

Quand sur le sol national
Les beaux trépas deviennent rares,
L'égoïsme en manteau royal
Engraisse les champs des barbares.
De l'avenir nous avons quelques mots.
Frères, suivons son cri, sa voix, son geste.
Si nous mourons, Dieu nous dira le reste.
Des opprimés écoutons les sanglots.
Gravons enfin sur nos drapeaux :
Plus de martyrs, plus de bourreaux!

Un trône sans gloire
S'écroule en débris;
A nous la victoire,
Enfants de Paris!

Neuvelles à la main.

Quelques personnes se sont étonnées de l'opposition qu'un citoyen, bien connu par ses sentiments républicains et ses cigarettes de camphre, a fait si inopportunément au Gouvernement provisoire.

Un de nos collaborateurs qui n'a pas encore pu secouer le joug du calembour, explique cette conduite en disant que le susdit citoyen chimiste s'étant présenté devant les membres du Gouvernement provisoire, ceux-ci l'ont regardé, se sont regardés entre eux, et ont dit : M***, qu'en ferons-nous? (Camphrons-nous).

Si les poignées de main sont une monnaie qui ait cours en Angleterre, Louis-Philippe va les changer contre des schellings, en sorte que la perte de son trône aura été pour lui une bonne spéculation.

Dans sa fuite, l'ex-roi répétait : « Comme Charles XI » C'est se flatter beaucoup et c'est calomnier son prédécesseur. Charles X ne s'est point enfui comme un malfaiteur.

Décidément, la dénomination de citoyen ne fait pas fortune.

Le comte de F... montant l'autre soir en fiacre, dit au cocher : Citoyen, menez moi à tel endroit.

— Oh! monsieur, répondit l'automédon du char numéroté, pourquoi me parler ainsi? ce n'est pas comme il faut.

La célérité avec laquelle Louis-Philippe et l'ex-reine ont quitté la place de la Révolution, ne s'est pas démentie sur la route : le voyage jusqu'à Saint-Cloud, s'est fait en dix-huit minutes. Nous avions bien raison de plaindre le pauvre cheval.

Notre collaborateur L. B***, coupable de tant de calembours, impertubablement débités sous tous les régimes qu'il a vu passer depuis l'âge de sept ans, est entré, comme toute la nation, dans la voie des réformes. — Il déclare donc sur l'autel de la patrie renoncer aux délices du calembour.

L'un des Propriétaires Gérant : Frédéric DEMOURET.

Imprimerie de J. FREY, 33, rue Croix-des-Petits-Champs.